

*Démocratie, conflits et coexistence en Afrique
occidentale*

Atelier

**Du 8 au 10 octobre 2008
Hôtel Mensvic, Accra (Ghana)**

**RAPPORT DE LA RÉUNION
Décembre 2008**

Ce rapport a été préparé par John Lewis Moore, gestionnaire de programme auprès de Coexistence International* (CI), avec la collaboration de Jessica Berns et Kalie Sillah. Les participants Caroline Bowah, Dauda Garuba, et Sa-adata Maida des commentaires et des suggestions sur la version finale.

Table des matières

Description de l'atelier

Contexte	2
Structure, objectifs, attentes	3
Organisations partenaires	4

Survol de l'atelier

Mots d'ouverture	6
Résumé des discussions sur la coexistence et une approche complémentaire	7
Points de vue des pays : que se passe-t-il sur le terrain ?	9
Côte d'Ivoire	10
Libéria	11
Ghana	12
Nigéria.....	13
Sierra Leone	14
Cameroun	15
Résumé de la discussion sur la démocratie en Afrique occidentale	16
Synthèse thématique des séances plénières, des tables rondes et des discussions en petits groupes	17
Attentes et réalité	17
Manque d'attention aux causes profondes du conflit.....	18
Information/Manque d'information	19
Parties ayant des rôles spéciaux à jouer dans le travail de coexistence en Afrique occidentale	19
Langue.....	20
Enjeux transnationaux.....	20
Durabilité	19
Facteurs socioéconomiques.....	21
Faire progresser la démocratisation tenant compte de la coexistence en Afrique occidentale	21
Capacité de coexistence	22
Élaboration et entretien des réseaux.....	22
Outils et stratégies de coexistence.....	24
Mesures à court terme	24

Conclusion	25
-------------------------	----

Annexes

Annexe A : Liste des participants.....	26
Annexe B : Ordre du jour de l'atelier	28
Annexe C : Compréhension du mot « coexistence »	32

Description de l'atelier

Contexte

L'atelier « Démocratie, conflits et coexistence en Afrique occidentale » a eu lieu à l'Hôtel Mensvic Palace d'Accra, au Ghana, du 8 au 10 octobre 2008. L'atelier a été commandité par Coexistence International (CI), le Centre du développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana) et le Réseau régional de construction de la paix en Afrique de l'Ouest (WANEP). L'atelier a eu lieu dans le cadre du projet « Démocratie, conflits et coexistence en Afrique occidentale », démarré en 2008 par CI et financé par la Fondation Alan B. Slifka et la Fondation Compton.

L'objectif de ce projet est de créer une plateforme pour le partage des expériences, des meilleures pratiques et des leçons apprises entre les institutions intergouvernementales et non gouvernementales, tant internationales que régionales, qui conçoivent et mettent en œuvre des programmes de démocratie et de gouvernance en Afrique occidentale. Par des études et des ateliers, ce projet a comme objectif d'étendre le champ de la coexistence, de créer des liens durables entre les gens et les organisations dédiées aux enjeux de la coexistence et d'accroître les possibilités de coexistence positive dans la région.

Avant l'atelier, CI a commandé une étude, « Coexistence et démocratie en Afrique occidentale : tendances, défis et occasions », expliquant l'interaction entre le travail de démocratisation et le travail de coexistence et étudiant comment les organisations et les spécialistes de l'Afrique occidentale définissent et mettent en pratique ces champs d'activité. Ce document de recherche s'appuie sur les études et les publications précédentes de CI sur les approches complémentaires à la coexistence et au renforcement de la démocratie au plan international, y compris le document « Accent sur la coexistence et le renforcement de la démocratie ». L'étude a été partagée avec les participants avant la tenue de l'atelier, comme résumé informatif sur l'état de la coexistence et de la démocratie dans la région. Elle est présentement offerte sur le site Web de CI (www.coexistence.net).

L'atelier d'octobre a rassemblé des meneurs régionaux et internationaux des domaines du renforcement de la paix, de la démocratisation et de la coexistence afin qu'ensemble ils traitent des questions importantes touchant l'intersection de la coexistence, des conflits et de la démocratie en Afrique occidentale.

Ce rapport de la rencontre comprend : des résumés des discussions portant sur la coexistence, le renforcement de la paix, la démocratie et l'état de la coexistence dans les pays d'origine des participants, une synthèse thématique des enjeux soulevés durant l'atelier et un résumé des mesures qui pourraient être prises pour améliorer et renforcer l'état de la coexistence et de la démocratie en Afrique occidentale.

Structure, objectifs, attentes

La structure de l'atelier a été formée de travail en petits groupes, de séances plénières et de tables rondes, et ponctuée de plusieurs activités de groupe sur le thème de la coexistence, de même que d'une présentation lors d'un déjeuner-causerie thématique. Voici les objectifs de l'atelier et les attentes envers celui-ci :

Objectifs de l'atelier

- (1) Apprendre au sujet du travail nécessaire pour que les groupes vivent ensemble de façon pacifique et productive ;
- (2) Partager des expériences, des points de vue et des défis sur le renforcement de la démocratie dans la région ;
- (3) Réfléchir aux façons dont l'usage d'une optique de coexistence soutient la gouvernance démocratique et vice versa ;
- (4) Faciliter l'apprentissage collaboratif et le développement de meilleures pratiques, de stratégies concrètes et de besoins pour des politiques sur la démocratisation axées sur la coexistence et les programmes de gouvernance ;
- (5) Explorer les possibilités de réseautage et de partenariats stratégiques continus parmi les acteurs des institutions intergouvernementales et non gouvernementales qui sont en bonne posture pour concevoir, financer et promouvoir les politiques de gouvernance participatives et inclusives au sein des sociétés divisées.

Attentes envers l'atelier

- (1) Ébauche de recommandations quant aux politiques pour créer des démocraties socialement inclusives dans la région ;
- (2) Établissement des défis, des solutions et des recommandations touchant les politiques dont tenir compte dans une prochaine étude sur la gouvernance et la coexistence en Afrique occidentale ;
- (3) Exploration du potentiel de l'établissement d'un réseau de coexistence ;
- (4) Rapport de la réunion.

Organisations partenaires

Chacune des organisations organisatrices a apporté aux questions abordées durant l'atelier ses propres connaissances et sa propre familiarité avec ces enjeux. CDD-Ghana a apporté une grande connaissance des enjeux liés à la démocratisation et à la bonne gouvernance en Afrique occidentale. WANEP a offert sa vaste expertise sur le renforcement de la paix, la prévention et la résolution des conflits, de même que ses liens avec des organismes de partout en Afrique occidentale. CI, qui est aux premières lignes du renforcement du domaine de la coexistence, a unifié l'expertise des organisations afin de donner une orientation à l'étude et à l'atelier. Ces trois organisations ont une grande expérience des politiques publiques.

Le partenariat de ces institutions, avec leur grande expérience des domaines de la coexistence, de la démocratisation et de la résolution de conflit, reflète l'approche complémentaire quant à la coexistence que prône CI.

Coexistence International (CI)

Fondée en 2005 à l'Université Brandeis (à Waltham, États-Unis), l'initiative Coexistence International* (CI) est une initiative engagée à promouvoir la coexistence aux plans local, national et international en renforçant le domaine pour les responsables des politiques, les spécialistes et les bailleurs de fonds. CI favorise une approche complémentaire du travail de coexistence à travers la facilitation des liens, de l'apprentissage, de la réflexion et de la pensée stratégique parmi les acteurs du domaine de la coexistence et des domaines qui y sont reliés, comme la démocratie, la règle de droit, la justice transitoire, le développement durable et le travail culturel.

Centre du développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana)

Le Centre du développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana) est une organisation autonome, non partisane et à but non lucratif, axée sur les politiques publiques et basée à Accra. Sa mission est de promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance, la règle de droit et l'intégrité dans l'administration publique. Ayant une grande capacité de recherche, d'analyse et de défense des droits, le Centre collabore avec une vaste gamme d'organismes internes et externes afin de mettre sur pied des programmes qui visent à relever les défis nationaux et régionaux dans les domaines comme le renforcement de la démocratie, l'amélioration de la gouvernance, la résolution des conflits, la justice transitoire et la réconciliation.

Réseau régional de construction de la paix en Afrique de l'Ouest (WANEP)

Le réseau WANEP étend sa portée à travers la région avec des programmes qui favorisent l'image de communautés justes et pacifiques, au sein desquelles la dignité humaine est primordiale et les personnes peuvent satisfaire leurs besoins essentiels et prendre leurs propres décisions. La mission de WANEP est de permettre et de faciliter la

coopération entre les spécialistes du renforcement de la paix et les organisations de l'Afrique occidentale, en faisant la promotion des réactions coopératives aux conflits violents, en fournissant des structures pour des échanges réguliers d'expérience et de renseignements sur les enjeux du renforcement de la paix, de la transformation des conflits et de la réconciliation sociale, religieuse et politique, et en faisant la promotion des valeurs sociales et culturelles de l'Afrique occidentale comme ressources pour le renforcement de la paix.

Survol de l'atelier

Mots d'ouverture

L'atelier a commencé par une séance plénière de mots d'ouverture par les organisateurs, présidée par Victor Brobbey, analyste de CDD-Ghana. M. Kalie Sillah, chercheur principal de WANEP, M. Eric Boateng, chef de programmes pour CDD-Ghana, et Dre Marie Fitzduff, présidente du comité consultatif de CI, ont offert des mots de bienvenue.

Dans ses remarques d'ouverture, Kalie Sillah a souligné que l'atelier marquait le début de relations à long terme entre les organisations qui collaboreront avec prévoyance et créativité pour élaborer de nouvelles approches à la démocratisation, au renforcement de la paix et à la coexistence. Prenant note des conflits destructeurs qui ont hanté l'Afrique occidentale postcoloniale « démocratique », il a traité du besoin de prendre « un pas de recul devant les présomptions toutes faites sur les liens entre la démocratie et la paix, comme l'affirment les défenseurs de la théorie de la paix civique démocratique. » Il a fait valoir que l'atelier était l'occasion d'étudier les éléments sous-jacents de la démocratie et de la paix, « deux concepts interreliés qui se renforcent mutuellement à la base pour la paix et la sécurité dans la sous-région. » Il a en particulier cerné le besoin précis de porter attention à la question de la coexistence, telle qu'elle porte sur les groupes ethniques dont la portée géographique traverse les frontières nationales.

Eric Boateng a fait remarquer que la sous-région de l'Afrique occidentale comprend un certain nombre de régions postconflituelles où des organisations travaillent à promouvoir la paix durable, en misant en partie sur la justice et la reddition de compte pour les violations des droits humains. Ces efforts comprennent des programmes de renforcement de la paix axés vers la promotion de la démocratie. Il a souligné que, bien que des progrès aient été réalisés, beaucoup de travail reste à accomplir, et que les organisations de la société civile ont de nombreux défis à relever. Le CDD-Ghana croit que plus les Africains occidentaux apprendront les uns des autres, mieux implantés seront les systèmes de bonne gouvernance. Il a dit être encouragé par la représentativité et les compétences des participants à l'atelier, et a partagé son espoir de voir l'atelier aborder certaines des questions importantes touchant la coexistence et la démocratie dans la région.

Dans ses remarques de bienvenue, Mari Fitzduff a déclaré qu'elle est à la fois présidente du conseil consultatif du programme « Coexistence International » et directrice du programme de maîtrise sur la coexistence et les conflits à l'Université Brandeis. Elle a parlé du besoin, tout au long de l'atelier, de porter attention à la façon dont les termes « coexistence » et « démocratie » sont utilisés et à la façon dont les programmes reliés à ces concepts sont mis en œuvre. Dans son pays d'origine, l'Irlande du Nord, la démocratie s'est révélée être un défi de coexistence. Au départ, la communauté majoritaire pouvait essentiellement régner sur la communauté minoritaire, car la structure démocratique favorisait la majorité. Cela lui offrait les moyens de ne pas tenir compte des

intérêts de la communauté minoritaire. De cette façon, la démocratie permettait l'oppression d'un groupe par un autre et causait de grands dommages à l'idée d'une coexistence entre eux. Autour du monde, on se demande si la démocratie peut avoir un autre visage, différent des façons dont elle est généralement structurée, ou si elle est même la meilleure solution pour répondre aux besoins d'un peuple. Mme Fitzduff a cité l'intérêt de la Chine pour les expériences de l'Union européenne quant à une forme alternative de démocratie appelée « jurys citoyens », et a souligné la récente nouvelle irakienne voulant que de nombreux citoyens aient exprimé une préférence pour un chef fort plutôt que pour la démocratie, car un meneur fort peut accomplir les choses plus rapidement. Elle a noté qu'en adoptant une optique de coexistence dans le travail de démocratie, le concept de la coexistence croît en importance à mesure que se produit la mondialisation, car la diversité croissante des nations de par le monde présente de nouveaux défis de coexistence. Elle a demandé aux participants, avec cela à l'esprit, de réfléchir à deux questions :

1. Comment ceux d'entre nous qui œuvrent en coexistence et dans les domaines reliés peuvent-ils aider autant de gens que possible à participer au pouvoir que nous détenons comme régions, pays et entités internationales ?
2. Comment pouvons-nous le faire de façon à ce que nos différences soient des richesses et non une source de crainte, pour que nous puissions progresser dans la paix ?

Résumé des discussions sur la coexistence, le travail de coexistence et l'approche complémentaire

Jessica Berns, directrice du programme CI, a présenté un survol de la coexistence et de l'approche complémentaire au travail de coexistence, du point de vue de CI. Le travail de coexistence a été défini, dans ses grandes lignes, comme « le travail nécessaire pour garantir que les groupes vivent ensemble de façon pacifique, équitable et productive » et cinq valeurs cruciales de la coexistence ont été cernées : la diversité, la dignité humaine, l'interdépendance, l'égalité et la diminution du recours aux armes pour résoudre les conflits. Le terme « coexistence » a évolué avec le temps : l'un des principaux objectifs de l'atelier était d'en arriver à une compréhension de la signification empirique et conceptuelle de la « coexistence » dans le contexte de l'Afrique occidentale.

Mme Berns a souligné que les enjeux de la coexistence ne sont pas particuliers à une région du monde ni aux régions où se déroulent des actes de violence. De plus, le travail de coexistence ne fait pas que *réagir* à la violence, mais qu'il peut être *proactif* en traitant les tensions rendant difficiles les relations positives entre les groupes avant que la violence ne survienne. C'est dans ce cadre que le travail de coexistence peut être vu comme un travail de prévention des conflits.

Lorsque les organisations approchent leur travail en étant activement conscientes des valeurs de la coexistence et qu'elles visent à orienter leurs activités et leur programmation afin d'avoir une incidence positive sur les conflits entre les groupes et sur l'inclusion sociale, on peut dire d'elles qu'elles sont sensibilisées à la coexistence ou qu'elles appliquent une optique de coexistence.

L'adoption d'une optique de coexistence crée des façons, pour de nombreux domaines (droits humains, justice transitoire et démocratisation) d'avoir une incidence positive sur les relations entre les groupes sur le terrain. D'un autre côté, lorsque le travail est effectué sans tenir compte de la coexistence, des conséquences négatives non souhaitées peuvent se produire et affecter les relations entre les groupes. La mise en œuvre des programmes d'emplois de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) en est un exemple. Ces programmes sont généralement réservés aux anciens combattants, et, par le passé, l'exclusion des jeunes sans emplois qui n'ont pas participé aux combats a accru les tensions existantes entre eux et les anciens combattants.

Cette introduction à la compréhension qu'a CI du travail de coexistence a mené à une discussion par les participants de la signification de la coexistence dans le contexte de l'Afrique occidentale. Bien que CI définisse la coexistence en utilisant les valeurs cruciales énumérées ci-dessus, l'atelier a tenté de dresser le portrait des contextes de la coexistence en Afrique occidentale et de la relation entre la démocratie et la coexistence dans la région. Les points importants suivants résument les principaux enjeux soulevés durant cette séance et les commentaires connexes énoncés durant les autres séances de l'atelier.

- Les participants ont insisté sur l'importance d'arriver à une compréhension pratique, et non uniquement théorique, du terme, ce qui comprend mettre l'accent sur les interprétations du concept provenant de la base.
- Il a été souligné qu'une optique de coexistence peut être appliquée non seulement aux conflits interethniques ou interreligieux, mais également aux conflits socioéconomiques.
 - Au plan national, les enjeux socioéconomiques deviennent manifestes lorsque les classes économiques entrent en conflit.
 - La même chose se produit au plan international lorsque des organisations comme la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et le Fonds monétaire international ne tiennent pas compte du fait que les politiques économiques qu'elles avancent ou appliquent peuvent avoir un impact négatif sur les tensions entre les groupes au sein des États.
- Une façon d'appliquer une optique de coexistence aux divisions sociales socioéconomiques passe par la reconnaissance expresse de la valeur de la diversité et de l'interdépendance des groupes. Si les sociétés pouvaient mettre cette reconnaissance à profit, elles pourraient commencer à accorder de la valeur aux avantages socioéconomiques accrus pour toutes les parties en temps de paix, par opposition à la division inégale lorsque les groupes sont divisés et en conflit.
- La coexistence est considérée comme un terme complexe, dont la signification dépend du contexte. Tant les spécialistes que les universitaires connaissent le concept de la coexistence, pourtant ils n'utilisent pas souvent le terme. Il est donc important d'utiliser d'autres termes que « coexistence ».
- Comme la plupart des agences bailleuses de fonds adoptent une orientation axée sur les résultats, elles se concentrent sur la mesurabilité et les objectifs mesurables

à court terme. Cela n'est pas propice au travail de coexistence, car les activités de coexistence significatives et sérieuses requièrent du temps pour s'enraciner.

- En Afrique occidentale, il existe deux types de coexistence : une coexistence positive, souvent appelée « coexistence permissive », et une coexistence négative, appelée « coexistence de soumission ». La première se produit lorsque les gens coexistent par bonne foi et à cause de sentiments mutuels de respect, d'égalité et d'interdépendance. La seconde se produit lorsque les communautés coexistent simplement par peur de ce qui pourrait se produire si leurs détenteurs fragiles s'effondraient.
- La coexistence est perçue comme menant à une démocratie plus forte, mais la démocratie n'est pas nécessairement perçue comme menant à la coexistence.
- Une consultante externe, à qui on a demandé d'évaluer l'atelier, a réalisé des entrevues avec les participants. On leur a demandé, avant l'atelier, de partager leur compréhension du terme « coexistence ». L'Annexe C contient un résumé de leurs réponses.

Points de vue des pays : que se passe-t-il sur le terrain ?

Le deuxième jour de l'atelier a compris une séance plénière présentant les points de vue des pays sur les conflits et la construction de la paix. Sept présentations ont été offertes (deux du Cameroun, représentant les points de vue anglophone et francophone, et une par chacun des pays suivants : Ghana, Libéria, Nigéria, Côte d'Ivoire et Sierra Leone). Le tableau aux pages suivantes présente un résumé des présentations.

Les objectifs de cette séance comprenaient notamment :

- Résumer l'état et la nature des conflits et de la coexistence ;
- Cerner les défis de la coexistence et du travail de réconciliation ;
- Énoncer les rôles et les responsabilités des organisations respectives des participants.
-

Les présentations étaient conçues pour répondre à certaines des questions précises soulevées dans l'étude « Coexistence et démocratie en Afrique occidentale : tendances, défis et occasions ». Chaque présentateur devait également souligner les leçons apprises et partager son expérience pratique sur le terrain. Dans ce cadre, les présentateurs ont partagé leur expérience organisationnelle, les points de vue gouvernementaux, de même que leurs recommandations pour des mesures permettant de relever certains des défis de la coexistence, du renforcement de la paix et de la bonne gouvernance en Afrique occidentale. Afin de simplifier l'information partagée, ces réponses ont été rassemblées dans les catégories des défis et des réactions.

Pays	Description de l'état de la coexistence	Défis pour la coexistence positive	Réactions des gouvernements et organisations aux défis touchant la coexistence
Côte d'Ivoire	<p>La Côte d'Ivoire a connu un conflit important après l'introduction de la démocratie multipartite au début des années 1990. Le processus de démocratisation était perçu comme causant la balkanisation¹ du pays en créant des divisions politiques suivant les ethnies.</p> <p>Les conflits qui en ont résulté ont démontré les faiblesses de la coexistence au sein du pays. Depuis 2003, des mesures proactives ont été mises en place par le gouvernement, la société civile et les organisations de la base, afin d'améliorer l'état de la coexistence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque cycle électoral accroît progressivement le taux de balkanisation au sein du pays à l'approche des élections. • Dans un contexte où la liberté d'expression est limitée, la violence devient un des quelques moyens d'expression possibles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les lois sur la propriété, l'identité et les élections ont été réformées de façon à être plus inclusives pour les communautés traditionnelles. • Un ministère de la Réconciliation a été mis sur pied. • Une entente de partage de l'autorité a été mise en place entre le premier ministre, un ancien chef rebelle, et le président. • Les mesures de la société civile ont été développées pour tenir compte des conflits entre les groupes. • Des cérémonies de groupe sont tenues, dans lesquelles les citoyens se regroupent sous différentes bannières (comme des syndicats, des meneurs traditionnels, etc.). • Des cérémonies mixtes sont organisées pour réunir d'anciens jeunes combattants de toutes les parties, pour démontrer que d'anciens ennemis peuvent et doivent s'entendre. • Des échanges culturels sont organisés, comme le concours national annuel pour trouver cinq idées permettant d'atteindre la cohésion au sein de la Côte d'Ivoire. • Les OSC ont déployé de grands efforts, après les élections, pour mettre un terme à la balkanisation politique en travaillant pour le renforcement de la cohésion.

¹ La balkanisation est un processus de fragmentation d'un groupe ou d'une région en plusieurs groupes plus petits et souvent hostiles.

Pays	Description de l'état de la coexistence	Défis pour la coexistence positive	Réactions des gouvernements et organisations aux défis touchant la coexistence
<p>Libéria</p>	<p>La nature du conflit au Libéria tire sa source de l'histoire et dépasse l'intervention militaire de 1979 par Samuel Doe, remontant jusqu'à l'introduction des Américano-Libériens en 1822 et aux tensions qui existent entre ceux-ci et les peuples autochtones depuis. L'intervention militaire a eu lieu en réponse à cette division historique et a elle-même été divisée selon des divisions ethniques et religieuses, par exemple dans le conflit entre les combattants malinké, krahn et dan. Cette division intercommunale perdure, comme d'autres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • De nombreuses initiatives de renforcement de la paix ont été mises sur pied, mais leur impact est assourdi par le manque de coordination et leur mise en œuvre désordonnée. • Haut taux de chômage, surtout parmi les jeunes anciens combattants. • Manque de confiance envers le système judiciaire, ce qui a mené à des violences de foule et à une justice de justiciers. • Manque de confiance envers les agents gouvernementaux. Certains sont perçus comme des individus corrompus et/ou intéressés qui plongent le pays dans les conflits, plaçant leur intérêt personnel devant l'intérêt national. • Les politiciens travaillent davantage à diviser les gens qu'à les unir. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des élections démocratiques ont été introduites. • Une Commission de vérité et de réconciliation a été établie, mais plusieurs enjeux doivent être réglés avant qu'elle ne soit réellement efficace. Jusqu'où faut-il remonter, 1979 ou avant ? Certaines personnes connues comme auteures de crimes s'identifient comme des victimes, ce qui est odieux pour de nombreux Libériens. • De nombreuses réformes ont été introduites avec succès, y compris une réforme du système électoral, du secteur de la sécurité et de la formation des agents de police et des soldats par des organisations internationales. Il est toutefois à noter que les organisations de la société civile n'ont pas été incluses dans toutes ces réformes. • Les OSC ont produit un bulletin diffusant les promesses électorales et demandent aux élus de rendre compte de ces promesses. • Certaines OSC ont organisé des rencontres de résolution des conflits entre les groupes ethniques. Citons, par exemple, le travail de la Foundation for Human Rights and Democracy auprès des communautés malinké et lorma du comté de Lofa. • Un besoin se fait sentir pour une plus grande inclusion de tous les intervenants dans le renforcement de la paix et le travail de démocratisation afin de contrer l'exploitation politique des divisions ethniques. • Les OSC poursuivent leurs efforts au Libéria pour faire progresser les gens au-delà des politiques identitaires. Selon deux participants, grâce à ces efforts, lors des dernières élections, les gens ont voté sur les enjeux, et non selon les divisions ethniques.

Pays	Description de l'état de la coexistence	Défis pour la coexistence positive	Réactions des gouvernements et organisations aux défis touchant la coexistence
Ghana	<p>Bien que le Ghana soit souvent acclamé comme un modèle de paix et de stabilité dans la région, il est important de reconnaître que le pays est toujours en proie au conflit. Un conflit régional mais important est en cours dans le nord du pays, entre les pasteurs et les fermiers, tandis que des conflits non violents au pays ont compris une grève des fonctionnaires. Le Ghana, comme les autres pays de la région, est aux prises avec un accroissement des tensions lors de chaque cycle électoral à l'approche des élections. Le gouvernement du Ghana, toutefois, est de plus en plus proactif en réagissant aux enjeux des conflits intercommunaux et bâtit une « architecture de la paix » dont certains éléments sont mentionnés ici.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les instances politiques sont l'un des seuls moyens d'accéder à des occasions économiques, et l'un des plus efficaces. Le choix entre un parti ou un autre devient donc une question économique. Ce mécanisme fait qu'il devient risqué de voter pour un parti perdant ; les gens ont tendance à maintenir le statu quo en votant pour les deux partis les plus puissants. • Les citoyens qui se plaignent au gouvernement sont étiquetés comme formant l'opposition et mis à l'écart (de nouveau, l'expression politique est liée à un coût économique ou à un manque à gagner). • L'intolérance existe entre l'élite et les pauvres. • Il est difficile d'obtenir du financement pour les projets ghanéens des agences bailleuses de fonds, à cause de la perception erronée que le Ghana est un pays stable et pacifique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un conseil d'État formé d'un représentant de chacune des dix régions a été formé pour conseiller le président en vertu de la Constitution. Cette dévolution de la gouvernance crée une voie identifiable pour que les plaintes passent directement de la base au président. • Une table des chefs éminents a été mise sur pied pour conseiller le gouvernement sur les affaires touchant les chefs de clan et les lois et pratiques coutumières traditionnelles. Ce groupe participe à la médiation du conflit au Dagbon. • Une loi sur les partis politiques a été adoptée, stipulant qu'aucun parti ne peut être fondé suivant des frontières ethniques, liées au sexe, religieuses, régionales ou autres. • L'article 35 de la section 5 (b) de la Constitution énonce que l'État doit prendre les mesures requises pour atteindre un équilibre entre les sexes et entre les régions dans son recrutement et ses nominations à des postes de charge publique.

Pays	Description de l'état de la coexistence	Défis pour la coexistence positive	Réactions des gouvernements et organisations aux défis touchant la coexistence
<p>Nigéria</p>	<p>Le Nigéria est un pays multiethnique, multireligions et multilingue riche en ressources naturelles. Son histoire est ponctuée de conflits liés à ces caractéristiques. À cause de l'absence de reddition de comptes, de prestation de services, de transparence et de participation des gens à la gouvernance, les participants ont remis en question la notion que le Nigéria peut être considéré comme un État démocratique. À cause de ces facteurs, la coexistence au Nigéria est faible et fragile.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de représentativité au sein du gouvernement et processus électoral défailant. • L'État réagit à de nombreux conflits portant sur les ressources par la violence plutôt que par le règlement des causes sous-jacentes liées à la coexistence. • Certains enjeux traités au plan international manquent de participation communautaire. Par exemple, le Nigéria et le Cameroun sont arrivés à une entente quant à la région de Bakassi, mais ont exclu les peuples de la région du processus. 	<ul style="list-style-type: none"> • En 1979, on a introduit le principe du caractère fédéral, qui « vise une répartition égale des postes politiques et autres avantages gouvernementaux entre les diverses populations linguistiques, ethniques, religieuses et géographiques au pays² ». • Un plan de service national des jeunes a été mis sur pied. Les diplômés universitaires et polytechniciens de 30 ans et moins sont mis en poste dans différentes régions du Nigéria afin qu'ils interagissent avec des communautés différentes des leurs. • Le gouvernement et les organisations devraient miser sur un processus électoral plus robuste et le soutenir. • Il faut réagir aux conflits par le dialogue et non par l'usage de la force.

² Tiré de : Adamolekun, L., Erero, J., et Oshionebo, B. (1991). "Federal Character" and Management of the Federal Civil Service and the Military. The Journal of Federalism 21(4). P.75-88.

Pays	Description de l'état de la coexistence	Défis pour la coexistence positive	Réactions des gouvernements et organisations aux défis touchant la coexistence
<p>Sierra Leone</p>	<p>Après 11 ans de guerre, la Sierra Leone a finalement retrouvé une paix relative en 2002. Depuis, le pays a réussi à tenir deux élections parlementaires et présidentielles, en grande partie grâce à la participation active et exprimée de la société civile dans les efforts de renforcement de la paix. Le processus politique, cependant, est toujours perçu par les membres de la société civile comme favorisant un groupe aux dépens de tous les autres. Cela perpétue les autres enjeux qui contribuent aux tensions et à l'instabilité en Sierra Leone, notamment le chômage chez les jeunes, la pauvreté omniprésente, le manque de sécurité alimentaire et un fort taux d'analphabétisme.</p> <p>On s'attendait, une fois l'Accord de paix de Lome signé, à ce que les interventions de renforcement de la paix en Sierra Leone facilitent la transition vers une paix et un développement durables. L'absence de volonté politique et de réaction coordonnée visant ces objectifs, cependant, a sérieusement restreint les progrès du pays.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis la fin du conflit, d'autres risques de conflits et de nouvelles tensions ont émergé entre les groupes. L'un des principaux défis de la coexistence a été la reconnaissance de ces nouvelles menaces et la modification des priorités en conséquence, avant qu'elles n'aient un impact négatif sur la paix relative. • De profonds ressentiments demeurent en Sierra Leone à cause de l'augmentation des inégalités sociales, économiques et politiques, de la pauvreté profondément enracinée, du chômage des jeunes, d'institutions gouvernementales faibles et de la concurrence pour des ressources limitées. Tant que ces enjeux ne seront pas résolus, la Sierra Leone sera exposée à la possibilité d'une reprise du conflit. • Les structures gouvernementales comme le secteur judiciaire et le secteur de la sécurité, qui devraient idéalement servir à régler les conflits, les encouragent plutôt. • Les femmes ont été marginalisées dans la société sierra-léonaise : elles ne participent pas activement au processus de développement, et sont exposées à de forts taux de violence. • Dans la résolution des divers conflits, on n'a pas suffisamment fait appel aux anciens traditionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement a pris des mesures pour résoudre certains enjeux touchant l'exclusion sociale en adoptant une loi sur l'inclusion des sexes, en réalisant un processus de vérité et de réconciliation et en publiant des rapports évaluant l'état des droits humains, de la corruption et de la réduction de la pauvreté. • Un nombre de réformes gouvernementales et de projets de renforcement des aptitudes sont en cours, comprenant notamment une stratégie de réduction de la pauvreté, une réforme du secteur de la sécurité et la signature d'ententes internationales pour la promotion de l'égalité. • La création de réseaux de collaboration à travers les clivages, puis la participation consultative importante de ces réseaux tant entre eux qu'avec les dirigeants des factions en conflit représentent une approche cruciale et puissamment efficace. • Beaucoup de travail reste à faire pour offrir de meilleurs salaires et des incitatifs pour les employés du système judiciaire et du domaine de la sécurité. • À la lumière des menaces prévisibles croissantes envers la coexistence pacifique et la stabilité, l'analyse des tendances et la planification pour la réduction des menaces sont essentielles.

Pays	Description de l'état de la coexistence	Défis pour la coexistence positive	Réactions des gouvernements et organisations aux défis touchant la coexistence
<p>Cameroun (point de vue francophone)</p>	<p>Le Cameroun a une longue histoire de conflits identitaires, et la perception populaire voulant que le pays soit un havre de paix est fautive. Les conflits y gravitent autour des divisions entre chrétiens et musulmans, anglophones et francophones, et suivant les clivages ethniques. L'État, dominé par quelques tribus seulement, exploite systématiquement le tribalisme comme instrument pour maintenir son propre pouvoir. On ne peut avoir accès aux avantages économiques que par les instances politiques, mais celles-ci sont divisées selon les différences ethniques. Lorsque, par exemple, le Cameroun a mis en œuvre un programme national de construction, les projets ont été distribués selon les divisions ethniques, profitant à certains groupes plus qu'à d'autres et aggravant les tensions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Avec la politique fondée sur l'ethnicité vient « l'immunité tribale » par laquelle certains groupes sont considérés comme exemptés de toute poursuite judiciaire. • Les enjeux liés à la terre représentent un défi sérieux au Cameroun, où de nombreux conflits sont liés à la propriété terrestre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les OSC ont mis l'accent sur la formation des femmes quant au renforcement de la paix. • Les OSC ont également mis l'accent sur la formation des jeunes pour la surveillance électorale. • Le Cameroun doit régler l'institutionnalisation du tribalisme. • Le pays doit se concentrer sur l'avenir plutôt que de rester tourné vers le passé, un passé foisonnant de conflits intercommunaux.
<p>Cameroun (point de vue anglophone)</p>	<p>Le Cameroun est une société multilingue, où le français et l'anglais sont les deux langues officielles et prédominantes. Bien que les conflits se produisent surtout entre musulmans et chrétiens, la coexistence pacifique entre les communautés anglophone et francophone existant depuis plusieurs années se dégrade. Les conflits semblent être évités seulement à cause de la peur de partager plus directement les horreurs de la guerre dont ont fait l'expérience les dizaines de milliers de réfugiés qui ont fui vers le Cameroun à partir des pays voisins en guerre et qui ont partagé leurs histoires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les enjeux socioéconomiques non réglés ont mené à des tensions politiques. • Les politiques axées sur l'ethnicité ont mené un groupe ethnique à conserver le pouvoir. Ce groupe ne rend aucunement compte aux autres, ce qui se traduit par une négligence envers une grande partie de la population et par une paralysie institutionnelle. • Le pouvoir exécutif a utilisé son autorité pour maintenir et même favoriser la division entre les groupes. 	<ul style="list-style-type: none"> • La société civile s'est renforcée en s'organisant en réseaux coopératifs. • Le dialogue interconfessionnel et le développement d'organisations interreligieuses ont contribué à traiter les conflits entre musulmans et chrétiens. • Le mariage interethnique a contribué à la coexistence et certaines OSC en font une promotion active comme solution. • Les conflits transnationaux, comme celui entre le Cameroun et le Nigéria dans la région de Bakassi, requièrent une attention plus pointue. • La participation accrue des femmes dans la résolution des conflits est perçue comme essentielle à la réussite du renforcement de la paix.

Résumé de la discussion sur la démocratie en Afrique occidentale

Au fil des trois jours de l'atelier, un portrait familial mais nuancé de l'expérience de l'Afrique occidentale avec la démocratie a émergé.

La démocratie a eu de mauvais résultats en Afrique occidentale, et les citoyens la considèrent souvent avec doute, si ce n'est avec mépris. Vu les difficultés qu'ont connues de nombreux pays de la sous-région de l'Afrique occidentale avec les transitions et les processus démocratiques, ces points de vue peuvent être légitimes.

Tant les caractéristiques socioéconomiques que l'ethnicité ont été cernées comme des clivages importants des sociétés de l'Afrique occidentale. Les idéaux démocratiques devaient offrir une solution durable à de telles divisions sociales. Toutefois, en Afrique occidentale, l'économie est devenue politisée, et la politique démocratique a été polarisée par une politique de partis qui est ethnocentrique et axée sur l'identité. Cela a eu pour résultat que la démocratie est maintenant perçue comme perpétuant les clivages plutôt que les guérissant.

Plusieurs des pays dont on a discuté ont des meneurs forts et des législatures faibles, ce qui complexifie la reddition de compte par les dirigeants. De plus, les partis au pouvoir sont souvent ni plus ni moins que l'organe politique d'une communauté ethnique, car les partis politiques sont souvent fondés sur l'identité. Cela cause plusieurs problèmes interreliés qui menacent la coexistence. Lorsqu'un parti obtient accès au pouvoir étatique, cela peut signifier l'exclusion des autres partis et de leurs communautés des occasions économiques. Le poste de direction est si important au plan économique que les communautés feront des efforts considérables pour se l'assurer, ce qui peut comprendre le trucage électoral, les coups d'État et même l'instigation de guerres civiles.

Cette situation complique le travail des organisations comme le National Endowment for Democracy (NED), qui vise à promouvoir la démocratie dans la région. Ces organisations sont touchées par la perception populaire négative dominante envers la démocratie en Afrique occidentale, et ne veulent pas être perçues comme faisant la promotion d'une chose dont les peuples de la région ne veulent pas.

La politique relativement récente du gouvernement des États-Unis de lier son travail d'aide à ses objectifs diplomatiques ajoute une complication connexe. Par exemple, après le récent coup d'État en Mauritanie, au cours duquel le gouvernement nouvellement démocratiquement élu a été renversé, le financement de USAID au pays a été immédiatement suspendu. Même si, d'un certain point de vue, cela peut être perçu comme un geste de soutien démocratique, les participants à l'atelier partageaient une autre opinion. Certains ont déclaré que les élections en Mauritanie étaient fortement entachées de soupçons de trucage, et que beaucoup considéraient le président comme un dictateur ayant peu ou pas d'appui au sein de la population. Le coup d'État, par contre, a été perçu comme soutenu par la population, ce qui a mené les participants à poser les questions suivantes : dans quels cas les peuples tentent-ils réellement d'utiliser leur droit à l'autodétermination ? Dans une « démocratie » où une personne impopulaire vole l'autorité ? Ou lors d'un coup d'État populaire qui renverse ce dirigeant ?

Le cas mauritanien souligne les complications de cette politique mélangeant le travail d'aide, la diplomatie et la démocratie. Dans ce cas comme dans d'autres, ce choix politique a endommagé les relations avec certains partenaires de mise en œuvre dans la région, qui acceptent mal que l'aide soit liée à la sécurité nationale et aux efforts diplomatiques, et ont refusé de travailler avec des agences associées au gouvernement des États-Unis.

Synthèse thématique des séances plénières, des tables rondes et des discussions en petits groupes

À travers les séances de l'atelier, les participants ont travaillé en collaboration pour répondre à des questions touchant l'intersection de la démocratie et de la coexistence en Afrique occidentale, notamment :

- Comment établir des repères pour mesurer la coexistence et la paix durable dans le contexte de l'Afrique occidentale ;
- Quelles nouvelles politiques et stratégies sont requises pour renforcer la coexistence au sein des sociétés divisées ;
- Comment les systèmes et structures traditionnels peuvent aider et/ou nuire au travail de démocratisation et de coexistence en Afrique occidentale ;
- Quel devrait être le rôle des organisations internationales et des organisations intergouvernementales (p. ex., CEDEAO, ONU, CE, etc.) dans la construction de la paix dans la sous-région ;
- Comment promouvoir une gouvernance inclusive en Afrique occidentale.

Le travail en groupe et les discussions ont été suivis de séances plénières de discussion animée, au cours desquelles plusieurs thèmes dominants ont émergé. Ces thèmes sont résumés ci-dessous afin de fournir une ébauche des questions les plus pressantes soulevées par les participants durant l'atelier. Il est bon de remarquer que même si ces thèmes sont énumérés séparément ci-dessous, ils sont, en fait, intrinsèquement interreliés.

L'écueil entre les attentes et la réalité

- De nombreuses lois et constitutions nationales, de même que des ententes internationales, comprennent des éléments favorisant la coexistence positive, mais, trop souvent, elles ne sont pas respectées et les gouvernements n'en tiennent pas compte.
- Les priorités des bailleurs de fonds peuvent changer rapidement. Lorsque cela se produit, des programmes dont le financement avait été approuvé peuvent le voir annulé, ce qui a un impact négatif sur les partenaires de mise en œuvre.
- Les politiques qui sont mises sur pied reflètent la structure et la symbolique de la démocratie et de l'inclusivité. En pratique, cependant, elles sont la plupart du temps manipulées pour renforcer les structures centrales existantes et pour maintenir les divisions entre les groupes.

- Les participants ont discuté de savoir si l'approche normative du haut vers le bas adoptée par les bailleurs de fonds pousse les organisations sur le terrain à choisir des programmes plus susceptibles de recevoir du financement plutôt que les programmes dont les gens ont vraiment besoin. Ainsi, de nombreuses idées qui pourraient être efficaces ne sont jamais discutées. Les participants aimeraient que les bailleurs de fonds s'éloignent de cette approche pour jouer un rôle de facilitation des programmes élaborés au plan régional.
- Les pays de la région ont réussi à mettre sur pied des commissions qui produisent des rapports comportant des recommandations, mais ces rapports dorment sur des tablettes et aucune action n'est prise pour effectuer un suivi quant aux recommandations.

Une expression populaire veut que « les actes valent plus que les paroles ». Que ce soit l'adoption de lois, la tenue d'élections libres et justes ou une promesse de réforme, il est important que les engagements pris soient réalisés. Cela est vrai partout, mais particulièrement dans les sociétés divisées, où la confiance entre les personnes et les groupes n'existe pas ou a été compromise.

Manque d'attention aux causes profondes du conflit

- Les conflits intercommunaux sévissent en Afrique occidentale. Dans bien des cas, ils ne sont connus du reste du monde qu'après un accès de violence. La violence, cependant, ne se produit pas dans un vide : elle représente plutôt un symptôme de causes sous-jacentes. Les tensions ne surviennent souvent que quand les causes sous-jacentes sont ignorées dans le temps et qu'ainsi les tensions augmentent jusqu'à causer la violence.
- Dans de nombreux conflits dans la région, les causes sous-jacentes sont perçues comme enracinées dans les questions de la coexistence entre les groupes. Pourtant, peu de travail est entrepris pour régler ces enjeux de coexistence. Bien que beaucoup de travail de renforcement de la paix soit effectué en surface, il est donc relativement rare qu'une paix durable soit atteinte. La région de Bakassi au Nigéria et au Cameroun a été citée en exemple.
- Les « rebelles » ne sont pas simplement un « ennemi » à détruire : ce sont des humains qui se battent pour une raison. On s'occupe trop souvent des rebelles uniquement par l'usage de la violence étatique, sans tenter de comprendre et de régler les causes sous-jacentes qui mènent les rebelles à combattre.
- La peur et le manque de confiance des meneurs d'organisations armées ne sont souvent pas abordés avant que ces meneurs ne soient rassemblés pour commencer des négociations. Il faut aborder les inquiétudes derrière ces peurs afin que les meneurs puissent collaborer efficacement pour résoudre les enjeux du conflit plus vaste.
- Les causes sous-jacentes peuvent être exploitées pour fomenter le conflit. Si une personne souffre de la faim, on peut la payer pour qu'elle se batte. Si ses besoins essentiels sont assouvis, cependant, elle sera moins vulnérable aux manipulations.

Information/manque d'information au sujet des autres groupes

- Le manque d'information mène à la peur, qui mène à la violence. Il faut diffuser de bons renseignements sur les besoins, les motivations et les cultures des autres groupes.
- L'information est souvent monopolisée par les dirigeants, et utilisée pour diviser les groupes, favoriser le manque de confiance et/ou instiguer des conflits. La société civile a la responsabilité de partager et de promouvoir l'accès à une meilleure information pour la population.

Parties ayant des rôles spéciaux à jouer dans le travail de coexistence

- *Le rôle des femmes*
 - Les femmes ont un rôle important à jouer dans le travail de coexistence. Elles sont perçues comme des pacificatrices naturelles et comme des parties quelque peu neutres par toutes les autres. Si les hommes sont perçus comme agitateurs dans un conflit, les femmes sont perçues comme aptes à influencer les hommes de leur vie de façon positive, afin de travailler pour la paix.
 - Le potentiel des femmes dans le travail de coexistence est sous-estimé et sous-utilisé. Cela est en partie le résultat de coutumes traditionnelles ou de politiques modernes qui excluent expressément les femmes des processus de prise de décision. Des progrès ont été réalisés au cours des dernières années, tandis qu'un certain nombre de lois internationales, régionales et nationales ont été adoptées qui requièrent une inclusivité accrue des femmes. La plupart des pays de l'Afrique occidentale qui ont ratifié la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple, ont adopté des lois parlementaires faisant référence à la résolution. L'inclusion de la sensibilisation à l'égalité des sexes au sein de la gouvernance, pour contribuer à résoudre des problèmes sociaux comme la violence fondée sur le sexe, les mariages forcés et les politiques discriminatoires fondées sur le sexe, a apporté un certain vent d'espoir.
- *Le rôle des structures traditionnelles*
 - Les structures traditionnelles peuvent offrir un cadre de référence culturellement pertinent pour la résolution des conflits entre les groupes. Le travail de coexistence, dans un sens typiquement africain, permet aux familles et aux collectivités de régler leurs problèmes en utilisant les valeurs humanistes dont elles ont hérité de génération en génération. La pratique traditionnelle d'amener les personnes et les communautés à coexister n'est pas nouvelle dans de nombreuses sociétés africaines. Les structures traditionnelles peuvent compléter et, dans certains cas, peuvent même remplacer les pratiques modernes de coexistence. Les perceptions traditionnelles de justice, cependant, peuvent avoir une incidence sur les perceptions modernes.
 - Souvent, les meneurs traditionnels ne sont pas officiellement intégrés à la structure gouvernementale. Lorsqu'ils se situent hors des cercles officiels, il est

plus difficile de les influencer vers les principes de la coexistence, ou de les utiliser officiellement comme médiateurs dans la région.

- Les structures traditionnelles peuvent avoir des résultats injustes et des conséquences négatives pour les femmes et les jeunes, qui sont souvent exclus des processus traditionnels.
- Les approches traditionnelles pour la réconciliation (par exemple, la tenue d'une cérémonie pour bénir la nouvelle paix) peuvent être incluses comme éléments des stratégies de guérison postconflictuelle.
- *Le rôle des jeunes*
 - Dans un contexte postconflictuel, les jeunes peuvent être un atout de taille et une charge. Ils sont souvent pauvres et sans emploi, et sont donc plus susceptibles de participer à l'agitation menant aux conflits. Pourtant, ils sont aussi plus à même de passer outre au passé, et peuvent être plus disposés et plus aptes à apprendre les outils de la paix. Si on leur offre les bonnes occasions, les jeunes peuvent ainsi devenir agents de la paix plutôt que de la guerre.

Langue

- La langue peut être utilisée sciemment ou non intentionnellement par les politiciens, les médias et d'autres institutions pour diviser les groupes. Par exemple, étiqueter un groupe comme organisation terroriste place facilement ce groupe hors de la sphère d'inclusion sociale, et une telle étiquette est parfois utilisée par les gouvernements pour des motifs politiques douteux plutôt que pour des inquiétudes légitimes touchant la sécurité.
- Les lois sur les langues (établissant une langue officielle ou la langue utilisée et apprise à l'école, etc.) ont un impact profond sur la coexistence. En Côte d'Ivoire, par exemple, les documents publics ne sont imprimés qu'en français, ce qui distancie l'importante population anglophone de son propre gouvernement.
- Les choix portant sur la langue utilisée ont un impact sur la capacité à communiquer et à partager de l'information entre les groupes divisés. Il faut en tenir compte lorsqu'on effectue du travail de coexistence. Par exemple, les documents liés à la coexistence peuvent être traduits et discutés dans les langues locales afin de favoriser la compréhension du concept.

Enjeux transnationaux

- Les groupes et communautés existent au sein des frontières, autour et au-delà d'elles. Donc :
 - Les enjeux d'un pays avec un groupe précis deviennent partagés par d'autres pays ;
 - Les problèmes d'un seul groupe appartiennent à plusieurs pays.
- Lorsque les réfugiés d'un pays se déplacent vers d'autres, un problème de coexistence interne devient régional et international. Cela s'est produit en Afrique occidentale, en particulier au Nigéria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et au Cameroun.

Durabilité

- Les programmes de coexistence sont souvent touchés par l'accent mis par les bailleurs de fonds sur les résultats à court terme. L'expérience démontre que les attentes étroitement concentrées sur des résultats mesurables en moins d'un an sont irréalistes pour autant que le travail de coexistence est concerné. Le travail de coexistence doit être mesuré en années, pas en mois. Cela nécessite un engagement durable des bailleurs de fonds, sans tenir compte des résultats immédiatement quantifiables.
- Il est nécessaire de bâtir les compétences humaines *locales* et de les soutenir à long terme.
- Les employés des organisations locales ont souvent été eux-mêmes victimes des conflits qu'ils s'efforcent de régler ; ils possèdent donc une compréhension approfondie des enjeux.
- De nombreuses organisations locales qui travaillent sur le terrain manquent de ressources humaines hautement formées, en partie parce que leurs employés proviennent de systèmes d'éducation dévastés par des années de guerre civile. Cela prévient l'autosuffisance des organisations, les empêche de miser sur leurs réussites et d'augmenter la portée, la complexité, la durabilité et l'efficacité de leur programmation.

Facteurs socioéconomiques

- L'ethnicité et la religion ne sont que deux façons de regrouper les personnes ; la classe socioéconomique en est une autre. À l'examen des conflits entre les groupes, il faut inclure les causes socioéconomiques. Des tensions existent souvent entre les quelques élites et les populations appauvries.
- L'une des valeurs du domaine de la coexistence est qu'une société interdépendante et multiculturelle offrant la paix et l'égalité pour tous produit de meilleurs résultats socioéconomiques pour tous les groupes. En d'autres mots, la coexistence pacifique a un fort potentiel pour régler les questions socioéconomiques de façon positive.
- Les enjeux socioéconomiques jouent un rôle important dans la coexistence postconflictuelle, à cause du grand nombre d'anciens combattants sans emploi et non qualifiés qui luttent pour leur survie. Si on ne répond pas à leurs besoins socioéconomiques, la coexistence sera difficile à atteindre.
- L'appartenance au parti au pouvoir est un moyen d'obtenir des contrats, des bourses et des emplois. L'occasion économique elle-même est donc politisée.

Faire progresser la démocratisation tenant compte de la coexistence en Afrique occidentale

Les séances de l'atelier ont exploré les étapes requises pour adopter une optique de coexistence dans le travail de démocratisation, comme façon de bâtir et de promouvoir la coexistence entre les groupes.

Comme première étape, un appel a été lancé pour faire progresser le travail de démocratie en Afrique occidentale en organisant et en renforçant le domaine de la coexistence. Trois tâches générales ont été cernées comme nécessaires pour développer une gouvernance démocratique axée sur la coexistence à moyen et à long terme en Afrique occidentale : le renforcement des capacités en coexistence, le développement de réseaux, et le développement d'outils et de stratégies de coexistence. Ces trois étapes sont expliquées ci-dessous.

Capacité de coexistence

Les recommandations pour le renforcement de la capacité de coexistence ont notamment compris :

- Le développement de la formation en coexistence et de la formation des formateurs en travail de coexistence. Cela comprend la formation pour les professionnels responsables de l'intégration de la coexistence dans leur domaine, ainsi que la formation des formateurs qui effectuent du travail de proximité auprès des populations ciblées pour la coexistence et le travail de démocratisation (comme les membres des communautés ethniques en conflit).
- Les engagements des bailleurs de fonds envers le travail doivent être forts et soutenus, en particulier par :
 - L'apport de financement adéquat pour les OSC, afin qu'elles puissent recruter des employés qualifiés tout en renforçant les compétences des employés en place, pour qu'ils se concentrent à temps plein sur les enjeux de la coexistence ;
 - L'apport de financement pour des ordinateurs portables, des télécopieurs et d'autres articles nécessaires pour un fonctionnement efficace et efficient.
- De nombreux membres des OSC ont grandi ou vécu dans des sociétés déchirées par le conflit, ayant un système d'éducation officiel limité ou non existant. D'autres n'ont pas pu fréquenter l'école parce qu'ils fuyaient la violence ou y participaient (certains volontairement, d'autres contre leur gré). À cause de ces circonstances, un besoin fondamental se fait sentir parmi les employés des OSC de la région pour une éducation de base plus formelle et des études avancées. Les participants ont donc lancé un appel aux bailleurs de fonds afin qu'ils fassent davantage pour soutenir cette facette du renforcement des capacités.

Élaboration et entretien des réseaux

Deux types de besoins pour des réseaux ont été cernés : des réseaux verticaux, liant les différentes sphères du secteur gouvernemental ou public aux OSC axées sur la coexistence, et des réseaux horizontaux d'ONG qui sont des alliées pour la coexistence.

Les recommandations pour les réseaux verticaux ont notamment compris :

- La promotion de la sensibilisation à la coexistence au sein des institutions gouvernementales par une collaboration accrue avec les agents gouvernementaux. On a observé que, trop souvent, les OSC se voient comme étant « les bons » et les agents gouvernementaux comme « les méchants »... et vice versa. Les participants ont également reconnu qu'ils ne peuvent généralement réaliser leurs activités sans la bénédiction implicite de l'État, une circonstance qui renforce le besoin pour une relation positive ;
- L'identification de façons d'influencer les agents gouvernementaux à être sensibilisés à la coexistence ;
- Il existe une perception voulant que le concept de « coexistence » soit une menace à certaines personnes en position d'autorité. Les OSC peuvent créer des liens avec les agents gouvernementaux afin d'apaiser ces inquiétudes ;
- L'organisation de rencontres officielles entre les agents gouvernementaux et les OSC, portant sur la coexistence et la gouvernance, afin de clarifier les intérêts sous-jacents de chaque partie, les synergies et les écueils dans leur compréhension de la coexistence ;
- Dans ces efforts de réseautage entre le gouvernement et les OSC, l'objectif avoué est de créer un modèle de coopération au sein d'une société divisée.

Les réseaux horizontaux sont perçus comme comprenant tant les réseaux nationaux d'OSC axés sur la coexistence que les réseaux transnationaux. Les recommandations pour les réseaux horizontaux ont notamment compris :

- L'encouragement des organisations membres à partager de l'information et à s'offrir du soutien mutuel ;
- L'encouragement pour une approche plus organisée et plus stratégique afin de promouvoir la coexistence des pays, régions et secteurs respectifs des participants ;
- Comme de nombreux pays connaissent des problèmes similaires, l'incidence positive du travail effectué pour résoudre les enjeux dans une société divisée pourrait être rehaussée par une approche collaborative des OSC au plan transnational ;
- Les réseaux coopératifs transnationaux pourraient aussi servir à augmenter le soutien pour les efforts de coexistence dans un pays précis en cas de crise potentielle, lorsque les OSC locales ont plus de défis à relever (par exemple : avant, durant et après les élections, lorsque les tensions augmentent fréquemment, les OSC des pays avoisinants pourraient offrir leur soutien).

Outils et stratégies de coexistence

Les suggestions d'outils et de stratégies ont notamment compris :

- Un appel pour l'élaboration et l'adoption, par les OSC, d'un code de déontologie portant sur la coexistence, qui refléterait les idéaux de la coexistence, y compris la transparence, l'inclusivité, le respect mutuel et l'engagement pour la paix ;
- Des lignes directrices pour la gouvernance axées sur la coexistence ;
- L'identification des personnes pertinentes qui ne veulent ou ne peuvent pas intégrer la coexistence à cause de l'inquiétude au sujet de ce que la coexistence peut signifier pour elles (par exemple : les politiciens qui profitent des tactiques de type « diviser pour régner »), et l'élaboration de stratégies explicites pour travailler avec ces personnes ;
- La création de vérifications et de sondages pour aider à cerner comment le terme « coexistence » est utilisé et les structures et processus qui sont déjà en place et reflètent la sensibilisation à la coexistence (comme les connaissances et les pratiques autochtones) ;
- L'élaboration de paramètres et de mécanismes de surveillance pour permettre de mesurer l'état de la coexistence dans un contexte donné.

Mesures à court terme

Les participants ont également cerné plusieurs mesures qui peuvent être mises en œuvre immédiatement et pourraient promouvoir la gouvernance axée sur la coexistence et la démocratie dans la région. Elles sont, notamment :

- La traduction de documents produits par leurs organisations respectives en d'autres langues ;
- La création d'un forum en ligne pour permettre aux participants de l'atelier et à leurs alliés de poursuivre la conversation, de partager leur expérience et de demander des conseils ;
- L'identification et la publicisation de lois nationales et d'ententes internationales favorisant les principes de la coexistence (comme les lois contre la discrimination et les accords sur l'inclusivité des sexes) qui ont été officiellement adoptées par les gouvernements, suivies de l'exigence de rendre des comptes publics pour les politiciens les ayant mises en œuvre. Un exemple déjà cité en est le principe du caractère fédéral au Nigéria ;
- La publication d'articles savants sur le sujet de la coexistence et de la démocratie en Afrique occidentale afin de promouvoir la coexistence comme champ d'études et de stimuler les débats universitaires ;
- La surveillance des médias quant aux messages positifs ou négatifs portant sur la coexistence, et un suivi approprié ;
- L'encouragement pour les organisations de la société civile qui sont des alliés en coexistence d'ajouter des renseignements sur les enjeux de la coexistence sur leurs sites Web ;
- L'identification d'autres organisations dans leurs pays respectifs, qui pourraient faire partie d'un réseau de coexistence.

Conclusion

Avec ses politiques fondées sur l'ethnie et ses économies politisées compliquant les conflits intercommunaux et socioéconomiques existants dans la région, l'Afrique occidentale symbolise la façon dont la coexistence et la démocratie sont inextricablement liées. En élargissant leur vision de comment l'adoption d'une optique de coexistence peut contribuer à faire progresser le développement de la démocratie dans la région, les participants ont souligné les complexités de cette interdépendance. En misant sur ce point de vue émergent, les participants ont cerné des idées pour progresser.

On doit développer des solutions créatives et durables aux problèmes de la région, et il est impératif que ces solutions traitent les causes sous-jacentes des conflits. Les réponses aux conflits, trop souvent, ne tiennent pas compte des causes qui ont mené à la mise en œuvre initiale des réactions. Un exemple de cela est le partage de l'autorité, une solution qui est présentement populaire pour les élections africaines controversées (comme au Kenya en 2008). Les participants perçoivent le partage de l'autorité comme étant, au mieux, une solution temporaire à des problèmes durables. Certains le voient même comme une *menace* aux idéaux démocratiques, car il pourrait encourager les groupes armés à faire des pressions pour le partage de l'autorité, même sans soutien populaire, et parce qu'il affaiblit l'idéal de l'acceptation pacifique de la défaite politique et de la cession de l'autorité au vainqueur.

De nombreux participants croient que si on étudiait étroitement les causes sous-jacentes des conflits, de nombreux conflits se révéleraient être reliés à l'incapacité des groupes à coexister. Des investissements plus harmonieux, plus précis et plus stratégiques dans le travail de coexistence et l'adoption d'une optique de coexistence pour la démocratisation et le travail de bonne gouvernance sont donc perçus comme une portion importante des solutions à long terme pour les divisions sociopolitiques, religieuses, ethniques et sociales en Afrique occidentale.

Les participants étaient d'avis que la conception, le financement et le soutien du travail de coexistence dans la région sont des étapes cruciales pour progresser vers des sociétés plus stables, plus inclusives et plus participatives. C'est sur ce fondement de coexistence que les gouvernements démocratiques de la région en viendront à refléter les populations diverses de leurs pays et seront plus à même de répondre aux besoins de ces populations et de leur rendre des comptes. Avec un financement accru et soutenu, les alliés des réseaux nationaux et transnationaux de la coexistence seraient renforcés et auraient la capacité de développer les outils, les lignes directrices et les stratégies requis pour le renforcement de démocraties axées sur la coexistence dans la région.

* Coexistence International, ou « CI », conserve son nom anglais, même dans les textes qui, comme celui-ci, sont traduits.

Annexe A Liste des participants

Emmanuel Akwete*

Directeur général
Institute for Democratic Governance

Patience Asem

Évaluatrice indépendante

Dr Kwadwo Appiagyei-Atua

Chargé de cours, faculté de droit
Université du Ghana

Kojo Asante

Agent de recherche (gouvernance
et politique juridique)
Centre du développement
démocratique du Ghana

Dr Alfred Babo

Professeur adjoint
Université de Bouaké

Jessica Berns

Directrice du programme
Coexistence International (CI)

Eric Boateng

Responsable en chef des
programmes
Centre du développement
démocratique du Ghana

Emmanuel Bombande*

Directeur général
Réseau régional de construction de
la paix en Afrique de l'Ouest
(WANEP)

Caroline Bowah

Agente de programme
Foundation for Human Rights &
Democracy

Victor Brobbey

Analyste
Centre du développement
démocratique du Ghana

Linda Darkwa

Chercheuse principale
Centre pour les affaires
internationales de Legon, Université
du Ghana

Dominique Dieudonné

Gestionnaire de programme
National Endowment for Democracy

Theophilus Dowetin*

Gestionnaire de programme
Institut international pour la
démocratie et l'assistance
électorale

Uche W. Durueke

Président
Centre pour le développement, le
constitutionnalisme et la défense de
la paix

Mari Fitzduff

Présidente
Conseil d'administration du
programme Coexistence
International (CI)
Directrice
Programme de maîtrise en
coexistence intercommunale,
Université Brandeis

Dauda Garuba

Agent principale de programme
Centre du développement
démocratique (CDD-Ghana)

Emmanuel Gyimah-Boadi

Directeur général
Centre du développement
démocratique du Ghana

Moussokoro Kane

Gestionnaire et spécialiste du
soutien des programmes sur les
conflits
Bureau de la paix et de la sécurité
USAID/Afrique occidentale

Sekou W. Konneh

Agent responsable
Search for Common Ground Libéria
Talking Drum Studio

Titus Lotee

Coexistence International (CI)

Marcella Macauley

Responsable en chef des
programmes
Campagne pour la bonne
gouvernance

Sa-adata Maida

Coexistence International (CI)

Hannah N.T. Mallah

Trésorière
Réseau des femmes du fleuve
Mano pour la paix

Peter Kum Che Mebeng

Directeur
Trauma Center

John Moore

Gestionnaire de programme
Coexistence International (CI)

Abdul Wahab Musah*

Agent de programme
Centre du développement
démocratique du Ghana

Franklin Oduro*

Candidat au doctorat
Université Carleton
Analyste
Centre du développement
démocratique du Ghana

Stella Sabiiti*

Directrice générale
Center for Conflict Resolution
(CECORE)

Dan Saryee

Directeur général
Institut démocratique du Libéria
(LDI)

Kalie Sillah

Chercheur principal
Réseau régional de construction de
la paix en Afrique de l'Ouest
(WANEP)

Pascal Blaise Touoyem

Chargé de cours et président-
directeur général
Service œcuménique pour la paix

Dr Toyin Oluwaniyi

Chargée de cours

Département de politique et
d'études stratégiques, Université
Covenant

Edward Soyir-Yariga

Bureau de la paix et de la sécurité
USAID/Afrique occidentale

Charles Vandyck*

Agent de programme
West Africa Civil Society Institute

Ambassadeur Howard Wolpe

Directeur du programme pour
l'Afrique
Woodrow Wilson International
Center for Scholars

Afua Boatemaa Yakohene

Chercheuse principale
Centre pour les affaires
internationales de Legon, Université
du Ghana

Dieudonné Zognong

Directeur général
Fondation Humanus

Attention : Les personnes dont le
nom est suivi d'un astérisque
souhaitaient participer à l'atelier,
mais en ont été incapables.

Annexe B
Ordre du jour de l'atelier

Democracy, Conflict and Coexistence in West Africa

Workshop
October 8 – 10, 2008
Mensvic Palace Hotel, Accra, Ghana

Première journée : Mercredi 8 octobre 2008

15 h à 15 h 30 Mots d'ouverture

- Mots de bienvenue par Kalie Sillah du réseau WANEP
- Mots d'ouverture par Eric Boateng de CDD-Ghana
- Remarques de Mari Fitzduff de CI

Président : Victor Brobbey

15 h 30 à 16 h 15 Auto-présentation des participants et activité sur la coexistence animée par CI

16 h 15 à 17 h Présentation par Jessica Berns, de CI

- Survol de la coexistence et de la complémentarité
- Discussion

Président : Sekou Konneh

17 h à 17 h 15 Pause pour le thé

Première séance

17 h 15 à 18 h 15 Séance plénière : Points de vue institutionnels. Que se passe-t-il sur le terrain et quelles sont les réponses ?

- 3 ou 4 présentations (environ 10 minutes chacune) par NED, USAID-Afrique occidentale
- Questions, commentaires, réactions, discussion

Président : Kwadwo Appiagyei

18 h 15 Annonces, logistique et clôture

7 h 30 Dîner de groupe à l'hôtel Mensvic Palace

Deuxième journée : Jeudi 9 octobre 2008

Deuxième séance

9 h à 9 h 45 Séance plénière : Suite des réactions aux points de vue institutionnels

9 h 45 à 11 h 30 Discussion : Points de vue des pays sur les conflits et la construction de la paix

- Les panélistes vont offrir un résumé et un rapport sur l'état et la nature des conflits et de la coexistence dans leurs pays respectifs, sur les approches de la construction de la paix, les obstacles et les défis de la coexistence et de la réconciliation. Ils discuteront également des rôles et des responsabilités de leurs organisations respectives (le cas échéant) dans la promotion d'une paix et d'une coexistence durables.
- Membres du panel : Alfred Babo (Côte d'Ivoire), Coroline Bowah (Libéria), Peter Kum Che (Cameroun), Linda Darkwa (Ghana), Uche Durueke (Nigéria), Hannah Mallah (Sierra Leone), Pascal-Blaise Touoyem (Cameroun), Questions, réponses, discussion

Président : Kalie Sillah

11 h 30 à 11 h 50 Pause pour le thé

11 h 50 à 12 h 20 Activité de groupe sur « l'identité »

12 h 20 à 13 h 15 Premier travail en groupe : secteurs thématiques

- **Groupe no 1 :** Quels sont les repères pour mesurer la coexistence et la paix durable dans le contexte de l'Afrique occidentale ? (Les membres du groupe analyseront, évalueront et formuleront des repères pour déterminer quelles interventions sont réussies.)
- **Groupe no 2 :** Le rôle des organisations internationales et des organisations intergouvernementales (p. ex., CEDEAO, ONU, CE, etc.) dans la construction de la paix dans la région : qu'ont-elles fait par le passé et que devraient-elles faire maintenant pour promouvoir la paix et la coexistence durables ?
- **Groupe no 3 :** Quelles nouvelles politiques et stratégies sont requises pour renforcer la coexistence au sein des sociétés divisées ?
- **Groupe no 4 :** Systèmes et structures traditionnels : comment peuvent-ils aider et/ou nuire au travail de démocratisation et de coexistence en Afrique occidentale ?

13 h 15 à 13 h 30 Rapport à la séance plénière

Présidente : Linda Darkwa

13 h 30 à 15 h Pause pour le déjeuner

- « Les défis du leadership dans les sociétés divisées », discours de Howard Wolpe

Président : Toyin Oluwaniyi

Troisième séance

15 h à 16 h 15 Discussion : Comment promouvoir une gouvernance inclusive en Afrique occidentale ?

- Les panélistes feront la lumière sur les rôles et les responsabilités de leurs organisations respectives dans la promotion de la construction de la paix, de la bonne gouvernance et de l'inclusivité. Quels sont les défis et les occasions que rencontrent leurs organisations dans la promotion de ces principes et concepts ?
- Membres du panel : Alfred Babo (Côte d'Ivoire), Dauda Garuba (Nigéria), Macella Macauley (Sierra Leone), Dan Saryee (Libéria), Dieudonné Zognong (Cameroun)
- Questions, réponses, discussion

Président : Kojo Asante

16 h 15 à 16 h 30 Pause pour le thé

16 h 30 à 16 h 45 Annonces, logistique et clôture

18 h 30 Dîner

19 h Activité culturelle

Troisième journée : vendredi 10 octobre 2008

Quatrième séance

9 h 30 Résumé thématique par les rapporteurs désignés Lotee Titus et John Moore

Présidente : Mari Fitzduff

8 h 45 à 9 h 30 Parmi les thèmes soulevés dans la séance thématique résumée, de petits groupes discutent ensemble des sujets suivants :

- Qu'est-ce qui est requis pour bien faire ce travail ?
- Quels sont certains des défis pour bien faire ce travail ?
- Comment nos organisations peuvent-elles progresser pour relever ces défis ?

9 h 30 à 10 h 30 Séance plénière

- Rapports des petits groupes
- Résumé des enjeux émergents

Présidente : Jessica Berns

11 h à 11 h 15 Pause pour le thé

11 h 15 à 11 h 45 Petits groupes

- Quelles sont les prochaines étapes dans nos pays ?
- De quoi avons-nous besoin ?

11 h 45 à 13 h Plénière

- Rapport

Présidente : Jessica Berns

11 h 45 à 13 h Mots de clôture

- Remarques par Jessica Berns, de CI
- Remarques par Eric Boateng de CDD-Ghana

13 h Déjeuner et départ

Annexe C

Quelle est votre compréhension du mot « coexistence³ » ?

- La coexistence fait référence à une cohabitation pacifique et harmonieuse de groupes identitaires divers.
- Je comprends ce terme comme signifiant le besoin de savoir comment cohabiter en paix avec les autres en tout temps et en tout endroit.
- Différents peuples ou groupes vivant ensemble en harmonie.
- Vivre ensemble en paix.
- La cohabitation pacifique ou l'union dans la diversité, la tolérance collaborative.
- La capacité des gens qui ont été blessés, traumatisés par la guerre civile à vivre ensemble en paix.
- La coexistence est la capacité de différentes personnes de différentes origines ethniques, politiques et linguistiques de vivre ensemble.
- La coexistence fait référence à la tolérance sociale, économique et politique nécessaire pour favoriser le dialogue entre les groupes sans qu'un groupe ou qu'une personne ne se sente plus indispensable que l'autre.
- Vivre ensemble malgré les différences de langue, de culture ou de contexte socioéconomique.
- Différentes sociétés et différents groupes qui adoptent une approche inclusive et tolérante pour promouvoir la paix et la réconciliation entre eux.
- L'inclusivité, la tolérance, la vie en commun et les adaptations les uns aux autres, les valeurs partagées.
- Dans le renforcement de la démocratie, la coexistence signifie l'inclusion de tous les participants, y compris des groupes minoritaires et le respect des valeurs traditionnelles.
- La promotion d'une vie pacifique entre des peuples divers.
- La collaboration et la cohabitation pacifiques.
- Les relations internationales de la coexistence pendant une guerre froide, les relations au plan communautaire, le respect mutuel envers la culture de l'autre et le droit d'exprimer cette culture sans entrave.
- Les relations mutuelles de personnes ou de groupes d'origine diverses, fondées sur le respect et l'appréciation des différences.
- D'un point de vue postconflictuel, cela signifie la démocratie et le renforcement de la paix.
- L'habileté pour des gens de différentes origines, qu'elles soient ethniques, linguistiques ou autres, de vivre ensemble en harmonie et mutuellement.

³ Tiré de *Democracy, Conflict, and Coexistence in West Africa Workshop, October 8-10, 2008: Initial Evaluation Report*, rapport sur l'atelier préparé par Patience Assem, consultante chargée d'évaluer l'atelier.

- L'amitié interethnique, la cohabitation interculturelle, la démocratie participative, le renforcement démocratique de la paix, la coexistence pacifique, l'union dans la diversité et le respect des différences.
- La capacité des populations, des communautés et des États à trouver des mécanismes de prévention et de gestion des conflits de façon durable.

* Coexistence International, ou « CI », conserve son nom anglais, même dans les textes qui, comme celui-ci, sont traduits.